

Objet de la réunion :	Réunion d'examen conjoint – DP Projet Carrière		
Date & lieu :	13/02/2025	Mairie de Gours	
Rédacteur :	Benjamin RÔDEL	Nbr de page :	3
Diffusé le :	04/04/2025		

Participants :

Mairie de Gours :

M Alain PAIGNE, maire

Mme Maryse FERENBACH, adjointe

Communauté d'Agglomération du Libournais :

M. Benjamin MAUFRONT

Bureau d'Études VERDI :

M. Benjamin RÔDEL

Mme Inès GHADDAR

Autres organismes :

Mme Christine BOUILLAUD (CD33-DHU)

M. Julien MAGNAC (PETR Grand Libournais)

M. Sébastien LANCELEVEE (DDTM 33 - SAT)

Mme Guylaine GAUTIER (DDTM33-SAT)

Déroulement de la réunion :

1.Introduction

La réunion commence à 10h00. M la Maire ouvre la séance et M Maufront, après une présentation générale du projet, invite le BE à mener la réunion.

2. Présentation du projet par M. Rödel et Mme Ghaddar (BE VERDI)

M. Rödel détaille le contexte et les objectifs du projet de carrière :

2.1 Contexte du projet

Contexte : Le site est une prairie située en zone N en bordure de l'A89 et voisine de la commune de Moulin Neuf où se situe le site de traitement (à 1,4km de distance). L'ouverture d'une carrière sur ce site permettrait l'extraction de matériaux alluvionnaires qui seront acheminés sur le site de traitement de la société Carrières de Thiviers. L'exploitation du site est prévue sur une durée de 8 ans dont environ 3 années d'extraction et 5 à 6 années d'accueil de matériaux inertes et de finalisation de remise en état (prairie).

Sur l'intérêt général du projet : l'ouverture de ce site permet la pérennité de l'activité locale de l'entreprise car l'extraction des sites existants arrive à son terme. De ce maintien de l'activité découle la préservation des emplois nécessaires au fonctionnement de l'entreprise mais également le maintien des emplois indirects soutenu par l'activité (10 à 17 emplois).

Par ailleurs, il existe un besoin de production de granulats en Gironde et en région Nouvelle Aquitaine identifié par le schéma régional des carrières. La création de ce site permettra de répondre partiellement aux besoins identifiés.

Sur la justification du choix du site : La géologie favorable, la proximité du site de traitement et le positionnement stratégique à proximité immédiate de l'autoroute A89 assurent une alimentation locale en matériaux dans ce bassin d'approvisionnement situé dans une région déficitaire en granulats.

Madame Ghaddar prend la parole pour présenter l'impact du projet sur les enjeux environnementaux et la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme de rang supérieur.

2.2 Synthèse des enjeux environnementaux

Concernant les enjeux, les impacts et les mesures sur le milieu naturel, le site n'est pas en contact avec des périmètres de protection ou d'inventaire des milieux naturels à enjeux fort.

L'emprise du projet est réduite pour éviter une partie des ZH (Zones Humides) présentes sur la partie est du secteur. De plus, par mesure de compensation, 1,6 ha de zone humide seront recréés sur la commune de Moulin neuf.

Pour ce qui est de l'enjeu chiroptère (enjeu écologique fort) : ces enjeux se concentrent principalement dans les boisements entourant le site et ne seront pas impactés. Les lisières, terrain de chasse et de déplacement, seront repoussées au sud du site.

A propos des Crapauds Calamite et des Linottes mélodieuses (enjeux écologiques modérés), il est rappelé que les linottes sont à l'extérieur du site et qu'il est prévu un respect du calendrier écologique pour que les travaux soient en dehors de la période de nidification. Quant à l'incidence sur les crapauds et la possibilité de destruction de l'habitat et potentiellement d'individu, des mesures de balisage, et mise en défens et la création de mares en phase remise en état sont prévues.

Question de la DDTM : le dossier est-il en cours d'instruction par la DREAL ? Y a-t-il eu une Etude d'Impact (EI) du projet ?

Réponse de la CALI : en cours, mais pas d'information de la part du porteur de projet

Observation du PETR : en termes de compensation, il faudra trouver des endroits pertinents à compenser en complément pour les ZH.

Réponse du BE : ces mesures sont détaillées dans l'EI du projet et sont repris dans l'évaluation environnementale de la Mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Concernant les enjeux, les impacts et les mesures sur le milieu physique, il est rappelé qu'il est prévu une remise en état du site à la cessation de l'activité ce qui annihile toute incidence sur la topographie.

De plus, la végétalisation des merlons et leur reprise progressive dans le cadre du réaménagement coordonné de la carrière permettront de limiter le risque d'altération de la qualité de la ressource en eau superficielle (pas d'impacts qualitatifs) en lien avec le ruissellement des eaux de surface et de l'absence de cours d'eau à proximité du site.

Concernant l'altération de la qualité de la ressource en eau souterraine, il n'y aura pas d'incidence réelle et un suivi piézométrique sera mis en place pour s'en assurer.

Enfin, le site n'est pas concerné par d'éventuels risques d'inondation ou de feu de forêt.

Question du CD33 : Est-il vraiment inscrit dans le dossier que le site sera remis en état ? Est-ce que le porteur de projet est au courant ?

Réponse de la Mairie : Oui, le porteur de projet s'est engagé de manière formelle à cette remise en l'état. La mairie n'aurait pas accepté qu'il en soit autrement. Elle ne souhaite pas de nouveaux lacs dans sa commune.

Concernant les enjeux, les impacts et les mesures sur le milieu humain, le projet est positif grâce à son impact vertueux sur l'emploi et l'économie local. L'activité agricole du site n'est plus effective depuis des décennies et la remise en l'état du lieu, à la suite de son exploitation, sera compatible avec une éventuelle reprise agricole.

2.3 Compatibilité avec les documents de rang supérieur et bilan des modifications

La déclaration de projet porte la modification du PLU puisque la zone N actuelle n'autorise pas la création de carrière.

Concernant la compatibilité avec le SCOT, le site du projet se localise en dehors des secteurs à forts enjeux biodiversité identifiés dans le SCoT ou par les autres zonages réglementaires (zonage Natura 2000, ZNIEFF...).

Concernant la compatibilité avec le SRADDET, la mise en compatibilité du PLU s'inscrit dans un objectif global de conforter et de développer les activités économiques du territoire.

Concernant le SDAGE, les zones humides identifiées sur le secteur ont été prises en compte par CARRIERES DE THIVIERS. Des mesures permettront de compenser leur destruction.

Concernant le SAGE, le projet de réaménagement intègre la reconstitution d'une zone humide fonctionnelle. Cette compensation est une condition nécessaire dans le périmètre d'un SDAGE pour toute autorisation d'impact sur les zones humides.

Concernant le schéma départemental des carrières de Gironde, l'évaluation environnementale du projet démontre le faible impact sur le fonctionnement de l'écosystème. Elle démontre également que ce dernier répond à des besoins économiques qui ne peuvent pas être satisfaits par l'exploitation d'un site analogue comportant moins d'enjeux.

3. Synthèse des positions

CD33 : le département alerte par rapport au volume et à l'augmentation du trafic. Avec les volumes d'extraction, le service des transports évalue le trafic à 50 véhicules/jour. Ils considèrent qu'il faut mettre en gabarit suffisant la RD121, améliorer la structure de la chaussée et créer un accès sécurisé. La visibilité du carrefour entre la RD121 et la D10E devra être améliorée. Le département conditionne son avis favorable à la réalisation de ces travaux avant l'ouverture du site et à la charge du porteur de projet.

Il rejoint l'avis des autres PPA sur le manque d'informations précises concernant les mesures environnementales.

PETR : Globalement favorable au projet compatible avec le DOO du SCoT sous réserve de complément d'éléments vis-à-vis de la compatibilité avec les zones humides. Il précise également que c'est le schéma régional de carrière qu'il faut prendre en compte plutôt que le schéma départemental.

VERDI Conseil Midi Atlantique

SIÈGE SOCIAL : 13 rue Archimède | Bâtiment B | CS 80083 | 33693 Mérignac Cedex | Tél. 05 56 99 60 01 | conseilmidiatlantique@verdi.fr

SAS au capital de 300 000 € | SIRET 443 422 605 00099 RCS BORDEAUX | APE 7112B | TVA Intracommunautaire FR 30 443422605

www.verdi.fr

DDTM : Il faut abonder l'argumentaire sur les impacts environnementaux. Surtout s'il y a une demande de dérogation espèce protégée, il faudra apporter des précisions pour que l'avis soit favorable.

Réponse de la CALI :

Il faut voir avec le porteur de projet si les réponses concernant l'argumentaire sur les impacts environnementaux sont dans l'Etude d'Impact et dans ce cas, voir s'il est possible de l'annexer à la DP (faire une note qui flèche la localisation de ces réponses). Il faudra également vérifier si la demande de dérogation pour destruction d'individus et/ou d'habitats a bien été effectuée.

Réponse de M le Maire :

Monsieur le maire précise que l'exploitation du site est prévue de 8h à 17h avec environ 30 camions/jour.

Il rappelle que le chemin des camions ne passera pas par des villages, ne créant ainsi que peu de nuisances.

Il demande que le BE rencontre le porteur de projet à la suite de cette réunion pour apporter les éléments de réponses concernant l'argumentaire sur les impacts environnementaux.

Clôture de la réunion

La réunion est levée à 11h15. Les échanges se poursuivront dans le cadre des démarches réglementaires en cours, notamment pour intégrer les éléments complémentaires demandés.

Avis PPA reçu en dehors de la réunion :

Avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, reçu par courrier le 17/12/2024 :

*« Ce projet de modification du PLU n'appelle pas de remarque particulière, aussi, j'ai le plaisir d'émettre un **Avis Favorable** à ce projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Cours. »*